



RAPPORT PAYS SUR LE SOUTIEN A LA STATISTIQUE CRESS BURUNDI

2012-2018



REPUBLIQUE DU BURUNDI



**Ministère à la Présidence
chargé de la Bonne
Gouvernance et du Plan**

**Institut de Statistiques
et d'Etudes Economiques
du Burundi**



RAPPORT DU BURUNDI SUR LES APPUI FINANCIERS A LA STATISTIQUE

(Country Report on Support to Statistics – CRESS)

2012-2018

Élaboré avec le soutien de:



Novembre 2016

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
PRINCIPAUX RESULTATS	6
LIMITATION DES RESULTATS	6
1. INTRODUCTION	7
1.1. Contexte général	7
1.2. Objectifs du CRESS.....	7
1.3. Résultats attendus.....	7
1.4. Activités menées	7
1.5. Assistance reçue	8
2. METHODOLOGIE	9
2.1. Cibles des éléments de données à collecter	9
2.2. Couverture.....	9
2.3. Les sources des données	9
2.4. Difficultés rencontrées	10
3. FONCTIONNEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL DU BURUNDI	11
3.1. Le dispositif légal des structures du SSN du Burundi	11
3.2. Les structures du SSN du Burundi	12
3.3. Les données sur les ressources humaines du SSN du Burundi.....	15
3.4. Les ressources matérielles.....	16
3.5. Les budgets.....	16
4. FINANCEMENT DES PROJETS STATISTIQUES	18
4.1. Financement des projets statistiques sur budget de l'Etat.....	18
4.2. Apports des Partenaires Techniques et Financiers	19
4.3. Synthèse de financement.....	22
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	24
ANNEXES	25

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de réponses au questionnaire de l'enquête CRESS	10
Tableau 2 : Répartition des effectifs du personnel des services statistiques sectoriels	15
Tableau 3 : Répartition des effectifs du personnel de l'ISTEEBU	15
Tableau 4 : Effectifs de nouveaux équipements acquis par l'INSTEEDBU de 2012 à 2015	16
Tableau 5 : Évolution du budget alloué à l'ISTEEBU (en millions de FBu)	16
Tableau 6 : Structure des dépenses effectives de l'ISTEEBU (en FBu)	17
Tableau 7 : Structure des dépenses des services sectoriels statistiques (en FBu)	17
Tableau 8 : Quote-part du Gouvernement dans les opérations statistiques (en FBu)	18
Tableau 9 : Projets prévus dans la SNDS II (en million de FBu)	19
Tableau 10 : Répartition des financements passés de l'ISTEEBU selon la domaine d'intervention (en FBu) ..	20
Tableau 11 : Financement prévisionnel des services statistiques sectoriels sur la période 2017-2018 (en million de FBu)	20
Tableau 12 : Financement prévisionnel de l'ISTEEBU sur la période 2017-2018 (en million de FBu)	21
Tableau 13 : Projet de renforcement des capacités de l'ISTEEBU financé par la Banque Mondiale pour 2016 à 2018 (en dollar)	22
Tableau 14 : Synthèse des financements du SSN du Burundi de 2012 à 2018 (en FBu)	22

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des financements passés des services statistiques sectoriels selon le domaine d'intervention (en FBu)	19
Graphique 2 : Répartition des financements passés selon le secteur (en FBu)	23

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES

FBu	Franc Burundais
USD	Dollar des Etats Unis d'Amérique

ABREVIATIONS

ADS	Adjoints Techniciens de la Statistique
BAD	Banque Africaine de Développement
BIP	Budget d'Investissement Public
BM	Banque Mondiale
BPSE	Bureau de Planification et des Statistiques de l'Education
BRB	Banque de la République du Burundi
CNAQD	Cadre National d'Assurance Qualité des Données
CNCA	Commission Nationale de Coordination des Aides
CNIS	Conseil National de l'Information Statistique
CRESS	Country Report on Support to Statistics
CRS	Catholic Relief Services
CSLP	Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté
CSLPII	Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération
CTB	Coopération Technique Belge
CTIS	le Comité Technique de l'Information Statistique;
DGSTR	Direction générale de la Science, la Technologie et la Recherche
DHIS2	District Health Software deuxième version
DSIA	Direction des Statistiques et Informations Agricoles
DSNIS	Direction de Système National d'Information Sanitaire
EAC	East African Community
ECVMB	Enquête sur les conditions de vie des ménages du Burundi
EDSB	Enquête Démographique et de Santé au Burundi
EECI	Enquête auprès des Entreprises Commerciales Industrielles
EIDEB	Enquête sur les investissements Directs Etrangers au Burundi
EIPB	Enquête sur les Indicateurs du Paludisme au Burundi
ENAB	Enquête Nationale Agricole du Burundi
ENHAB	Enquête Nationale Hygiène et Assainissement de Base
FABRICE	Facilité d'Appui Budgétaire et de Renforcement Institutionnel pour la Croissance Economique
FAO	Food Agriculture Organisation
FM	Fonds Mondial
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
INER	Inventaire National des ouvrages d'Eau potable en milieu Rural
Ir	Ingénieur
ISE	Ingénieur Statisticiens Économistes
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
ITS	Ingénieur des Travaux Statistiques
MILDA	Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

OAV	Observatoire de la violence armée
OBEM	Office burundais de l'emploi et de la main d'œuvre
OBR	Office burundais des Recettes
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONT	Office National du Tourisme
PAFE	Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers
PAGE	Projet d'appui à la Gestion Economique
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnelle et Opérationnel au Secteur Agricole
PAISS	Programme d'Appui Institutionnel au Secteur de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARIS21	Partenariat Statistique au Service du Développement au 21ème siècle
PATH	Program for Appropriate Technologies in Health
PBF	Financement Basé sur les Performances
PCDC	Plans Communaux de Développement Communautaire
PMS	Projet d'appui au Développement du Secteur de la Santé
PNLIP	Programme National Intégré de Lutte contre le Paludisme
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRCIEG	Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Efficacité Gouvernementale
PRCS	Programme de Renforcement des Capacités Statistiques
PRECA	Projet de Renforcement des Capacités de l'Administration
PRESS	Partner Report on Support to Statistics
PSD	Projet de développement des secteurs financier et privé
PSSABU	Plan Stratégique de développement des Statistiques Agricoles et rurales du Burundi
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
SEP/CNLS	Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le VIH/SIDA
SIDA	Syndrome d'Immuno-Déficiance Acquis
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SNDS-II	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique de deuxième génération
SPSS	Statistical Package for Social Sciences
SSN	Système Statistique National
SWISS-TPH	Swiss Tropical and Public Health Institute
UE	Union Européenne
UNFPA	United Nations Population Fund
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
USAID	L'Agence des États-Unis pour le Développement International

AVANT-PROPOS

La production de ce premier rapport d'évaluation et de quantification des appuis financiers au Système Statistique National (SSN) du Burundi pour les périodes récente (2012-2015), présente (2016) et future proche (2017-2018) est un exercice qui vise à contribuer à l'amélioration de la coordination et à l'efficacité de l'appareil statistique du Burundi et servir comme l'un des outils de plaidoyer en faveur de la statistique auprès du Gouvernement et de ses Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Communément appelé « **Rapport pays sur le soutien financier à la statistique** » dont son origine en langue anglaise est le « **Country Report on Support to Statistics – CRESS –** », ce document permet d'apprécier les efforts qui sont fournis par le Gouvernement et ses PTF pour la réalisation des activités statistiques au Burundi afin de permettre des prises de décisions éclairées.

Le rôle du SSN est de produire et diffuser des statistiques en réponse aux besoins des utilisateurs. Le constat généralement fait est malheureusement l'insuffisance des ressources disponibles doublée de la mauvaise allocation de ces dernières, ce qui se caractérise souvent par des redondances dans les interventions des partenaires. Le CRESS va orienter les différents partenaires dans leurs interventions et ainsi aider à l'optimisation des moyens disponibles.

Le premier CRESS du Burundi vient donc à point nommé dans le contexte actuel où le SSN vient de se doter de sa Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) de deuxième génération (2016-2020), pour laquelle il attend des financements de la part de ses partenaires. Il était donc important d'examiner les sources potentielles et le volume du financement des activités statistiques pour s'assurer de la viabilité de la mise en œuvre de cette stratégie et engager un plaidoyer conséquent.

Pour mener à bien cet exercice, l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) a bénéficié de l'appui du Secrétariat du Partenariat Statistique au Service du Développement au 21^{ème} siècle (PARIS21). L'approche adoptée a été participative car elle a impliqué tout le SSN et d'autres partenaires.

Les résultats aideront à développer un outil reproductible pour le Burundi qui sera utilisé pour identifier les sources et les niveaux de financement du SSN.

Je tiens donc à saisir cette occasion pour remercier PARIS21 pour sa contribution méthodologique et son soutien à cet exercice. Je tiens également à remercier les intervenants qui ont pris le temps de répondre aux questionnaires du CRESS.

Enfin, je remercie l'équipe des cadres de l'ISTEEBU qui a travaillé sur ce rapport à savoir M. Vénérand NIZIGIYIMANA, Mme Merline NIMENYA et Mme Angéline NIKOBITUNGWA pour le temps et les efforts qu'ils ont fournis pour que cet exercice soit une réussite.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ISTEEBU,

Nicolas NDAYISHIMIYE

PRINCIPAUX RESULTATS

Les engagements financiers pour le soutien à l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi sur la période 2012-2016 s'élèvent à 16 820 459 253 FBu (10 643 031 USD). Le financement des activités statistiques des services statistiques sectoriels sur la même période est estimé à 14 694 770 113 FBu (9 298 016 USD).

Les ministères couverts dans ce rapport sont : (i) le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ; (ii) le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida ; (iii) le Ministère de l'Education ; (iv) le Ministère de l'Energie et des Mines.

Dans l'ensemble, un total de 31 515 229 366 FBu soit 19 941 046 USD a été réservé aux activités statistiques au Burundi pour la période sous-revue.

S'agissant des activités programmées dans un futur proche (2017-2018), l'ISTEEBU compte recevoir des apports financiers d'environ 15 690 700 000 FBu dont 2 309 711 040 FBu (1 374 828 USD) vont provenir de la Banque Mondiale. De leurs côtés, les services statistiques sectoriels estiment les financements futurs à 3 886 960 000 FBu.

Il a été cependant difficile d'estimer le taux de décaissement réalisé car la majorité des partenaires n'ont pas fourni leurs engagements annuels.

En considérant les apports de chaque partenaire, les principaux financements proviennent de la Banque Mondiale, l'UNICEF, le PAM, la BAD, le PNUD, l'UNFPA, l'USAID, la CTB, la FAO et la GIZ. Les domaines d'intervention privilégiés sont: (i) les enquêtes ; (ii) l'appui institutionnel ; (iii) le renforcement des capacités ; et (iv) l'analyse.

LIMITATION DES RESULTATS

Des efforts ont été faits pour vérifier les informations communiquées mais, il peut y avoir encore des limites éventuelles dans ces données car les budgets de certains ministères sont présentés dans un panier pour toutes les activités. Il est parfois difficile de délimiter avec précision le montant réel qui est alloué aux statistiques.

Il peut aussi y avoir eu des sous-estimations ou des surestimations pour certains appuis comme pour les voyages et les participations dans des ateliers, les appuis techniques et les dons en nature pour lesquels on ne connaît pas exactement le total des fonds réels utilisés ou fournis.

Certains chiffres ont été obtenus après conversion des montants exprimés en Dollar des États-Unis ou en Euro. Or le taux de change peut fluctuer au cours d'une période donnée, ce qui peut affecter l'interprétation des résultats.

Bien d'autres facteurs ont sûrement été à la base du mauvais remplissage du questionnaire proposé ou même du non remplissage de celui-ci. En particulier, l'absence des responsables de certains organismes internationaux partenaires du SSN a été à l'origine du faible taux de réponse de ceux-ci et du retard pour la publication du présent rapport.

Malgré ces lacunes, les chiffres du CRESS restent utiles car ils peuvent être utilisés pour améliorer l'efficacité du SSN du Burundi par le biais d'une meilleure coordination et du partage de l'information sur les financements.

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte général

Le Gouvernement du Burundi vient d'élaborer sa Stratégie Nationale de Développement de la Statistique de deuxième génération (SNDS-II) qui couvre la période 2016-2020. Celle-ci a été validée par les différents acteurs du SSN au cours d'un atelier tenu le 04 février 2016.

Cette SNDS-II du Burundi présente la spécificité d'intégrer dans ses objectifs opérationnels les engagements mondiaux en matière de développement statistique post-2015 tel que les Objectifs de Développement Durables (ODD) et la Révolution des Données sans oublier la production des données nécessaires pour le suivi-évaluation des programmes et des stratégies nationaux ou sectoriels de développement. L'une des conditions sine qua non pour la réussite de la mise en œuvre de la SNDS-II est la mobilisation des fonds indispensables à son exécution.

C'est dans ce cadre que l'ISTEEBU a demandé au Secrétariat de PARIS21 un appui pour la réalisation d'un premier rapport CRESS (Country Report on Support to Statistics) qui constitue un outil de plaidoyer pour la mobilisation des fonds nécessaires pour la réussite des activités proposées dans la SNDS-II. Par la suite, l'ISTEEBU devra être en mesure de produire de manière autonome un rapport CRESS régulièrement.

1.2. Objectifs du CRESS

L'objectif général du CRESS est d'inventorier l'ensemble des financements du SSN (dépenses publiques et appuis des partenaires) au Burundi. Les données collectées permettent de mener une analyse approfondie sur le financement de la statistique au Burundi afin d'améliorer la coordination et l'efficacité du SSN.

Plus spécifiquement, le CRESS doit permettre de : (i) informer les décideurs politiques et les PTF sur le montant et les modalités de financement de la statistique ; (ii) fournir les informations utiles à une meilleure coordination du SSN; (iii) identifier les besoins du pays en matière de financement du renforcement des capacités statistiques ; (iv) assurer le reporting des financements des PTF, (v) permettre l'alignement des PTF aux programmes prévus dans la SNDS-II du Burundi et; (v) contribuer au renseignement de l'indicateur des Objectifs de Développement Durable (ODD) « Valeur en dollars de l'ensemble des ressources allouées au renforcement des capacités statistiques des pays en développement » ; (indicateur 17.19.1).

1.3. Résultats attendus

Les résultats attendus de cet exercice se présentent comme suit :

- Participation active des PTF à l'élaboration du rapport CRESS ;
- Mise en place d'une base de données de référence sur le financement du développement statistique;
- Un rapport d'analyse du financement récent et programmé (montant, type, rapport engagement-décaissement) des activités statistiques sur la période 2012-2018;
- Une meilleure coordination et un meilleur dialogue au sein du SSN et avec les PTF sont suscités, permettant un meilleur suivi de la mise en œuvre de la SNDS-II du Burundi.

1.4. Activités menées

Pour conduire ce travail, l'ISTEEBU a désigné une équipe en charge de l'exercice CRESS dont le rôle était de coordonner l'ensemble des activités prévues. Cette équipe a d'abord travaillé sur le lancement de l'opération et l'adaptation des fiches de collecte et de la classification des secteurs

statistiques au contexte national. Par la suite, un atelier d'information et de sensibilisation a été organisé à l'endroit des services statistiques sectoriels et des PTF le 17 mai 2016. Il a été suivi par une autre réunion sur le même objet tenue le 31 mai 2016 à l'intention des partenaires qui n'avaient pas pu participer à l'atelier précédent.

L'évaluation des appuis à la statistique couvre généralement une période de cinq ans dont deux avant l'année en cours et deux autres à venir. Pour mieux adapter l'étude au contexte burundais, ces deux rencontres ont recommandé de : (i) inventorier tous les équipements, les fournitures, les salaires, les primes, etc... dont les services statistiques sans budgets propres bénéficient pour l'exercice des activités statistiques (ii) prendre l'année 2012 comme année de référence étant donné qu'il s'agit d'une année qui cadre avec le début de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP II) du Burundi; et, (iii) ajouter dans la classification des secteurs statistiques « le secteur gouvernance, paix et sécurité ».

La Cellule « Méthodologies et Coordination Statistiques » de l'ISTEEBU en charge de l'exercice CRESS a organisé et assuré la collecte des données avant de les compiler et de les intégrer dans une base de données simple en SPSS et en Excel. L'équipe du CRESS a enfin analysé les données et élaboré le rapport final. Celui-ci a été validé par un atelier avant la diffusion des résultats.

1.5. Assistance reçue

L'élaboration du premier CRESS du Burundi a été possible grâce à l'appui financier et technique de PARIS21. Celui-ci a d'abord fourni la méthodologie du CRESS et des commentaires sur son adaptation au cas du Burundi. Il a ensuite financé l'atelier de lancement regroupant le SSN et tous les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), la collecte de données (en particulier déplacements chez les sectoriels et les PTF) ainsi que l'atelier de diffusion des résultats du CRESS.

L'appui de PARIS21 s'est également matérialisé par une assistance technique à distance pour l'analyse et l'impression du rapport.

2. METHODOLOGIE

Le rapport sur le soutien financier à la statistique officielle du Burundi est une évaluation du volume des dépenses réalisées dans le secteur de la statistique publique. Il s'agit donc d'un dispositif qui rassemble aussi bien les financements de la statistique par le Gouvernement et l'aide apportée par les PTF.

La méthodologie utilisée pour le rapport sera basée sur celle de PARIS21 pour le Partner Report on Support to Statistics (PRESS), en particulier pour les nomenclatures, ce qui permettra la comparaison avec l'appui apporté à d'autres pays et l'agrégation au niveau global.

2.1. Cibles des éléments de données à collecter

Au Burundi, les opérations statistiques ont été classées suivant sept (7) grandes catégories à savoir:

- Statistiques générales, démographiques et sociales ;
- Statistiques économiques globales ;
- Statistiques économiques sectorielles ;
- Statistiques sur la Gouvernance, paix et sécurité ;
- Recensements et enquêtes ;
- Collecte, traitement, diffusion et analyse de données ;
- Stratégie et management des instituts statistiques.

Le financement des activités statistiques se compose de: (i) l'assistance technique, (ii) l'appui financier et, (iii) l'appui logistique.

Pour appréhender le volume des financements de la statistique, ces appuis peuvent également provenir de trois (3) différentes sources que sont : le budget de l'Etat (ressources budgétaires affectées, subventions, Programme d'Investissement Public, emprunts publics), les fonds propres (ressources des prestations) et les Partenaires Techniques et Financiers (dons, subventions, aide budgétaire sectorielle ciblée et aide projet).

2.2. Couverture

Le but de l'investigation sur les appuis à la statistique est non seulement de saisir les dépenses mobilisées et effectives pour les interventions financières, techniques ou matérielles au cours de la période de référence, mais aussi les engagements futurs.

N'ayant pas d'éléments suffisant pour mener une analyse détaillée sur la qualité et l'efficacité des dépenses publiques dans le secteur statistique, le CRESS du Burundi va uniquement prendre en compte les opérations financées par l'État et ses PTF sur la période passée (2012-2015) et celles qui le sont présentement (2016) ou le seront réalisées dans un futur proche (2017-2018) et dont les financements sont déjà identifiés.

2.3. Les sources des données

La collecte des données s'est focalisée sur l'ensemble des activités du (SSN) qui regroupe essentiellement l'ISTEEBU et les services statistiques sectoriels des ministères ainsi que sur les PTF disposant d'un volet statistique dans certains de leurs projets d'appui.

Les activités visées sont:

- La production statistique courante (données administratives) ;
- Les opérations de collecte spécifiques (enquêtes et recensements) ;
- Le renforcement des capacités statistiques ;
- La diffusion des statistiques produites ;
- L'accès des utilisateurs à ces informations.

L'exploitation et l'analyse de ces informations devrait normalement permettre de montrer la nature et le volume des financements apportés à la statistique du Burundi. La ventilation est faite aussi bien pour les organes statistiques bénéficiaires que pour les donateurs.

Deux questionnaires ont été utilisés pour la collecte des informations : (i) un questionnaire-pays pour capter les ressources nationales destinées à l'ensemble des parties constituant le SSN : l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi et les services statistiques sectoriels; (ii) un questionnaire-partenaires pour recenser tous les apports de ressources extérieures provenant essentiellement des Partenaires Techniques et Financiers qui appuient le SSN.

2.4. Difficultés rencontrées

Les structures sollicitées (les PTF et les services compétents des ministères sectoriels) n'ont pas tous fourni les informations demandées dans le questionnaire. La situation politique particulière traversée par le pays a fait que la plupart des PTF n'étaient pas disponibles pour répondre aux questionnaires qui leur ont été adressés. Le tableau ci-dessous illustre bien cette difficulté.

Tableau 1 : Taux de réponses au questionnaire de l'enquête CRESS

<i>Structures enquêtées</i>	<i>Nombre de répondants</i>	<i>Nombre de non répondants</i>	<i>Total</i>	<i>Taux de réponse (en %)</i>
Structures nationales	25	13	38	65,8
Partenaires Techniques et Financiers (PTF)	4	16	20	20,0
Total	29	29	58	50,0

En plus, les quelques répondants enregistrés sont allés largement au-delà du délai souhaité. Par ailleurs, même pour ceux qui ont répondu, les réponses fournies sont partielles. En particulier, quelques structures nationales devraient d'abord se renseigner auprès de leurs partenaires détenteurs des documents de projet pour pouvoir remplir le questionnaire. Malheureusement, il s'est avéré que ces derniers étaient réticents à fournir les informations demandés.

Pour remédier à cette lacune, il a fallu se rabattre sur les informations fournies par l'organe statistique central (ISTEEBU) et par quelques services statistiques sectoriels en tant que bénéficiaires des différents appuis aussi bien du gouvernement que des partenaires techniques et financiers.

3. FONCTIONNEMENT DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL DU BURUNDI

Le bon fonctionnement d'un SSN dépend en grande partie des moyens aussi bien financiers que matériels ou humains qui sont mis à sa disposition. C'est la raison pour laquelle le CRESS qui traite surtout des appuis financiers à la statistique s'intéresse aussi au fonctionnement des structures productrices de données. Ainsi, il inventorie, outre les dépenses de fonctionnement et d'investissement, les ressources humaines et matérielles.

Bien qu'il soit difficile d'avoir les dépenses de fonctionnement et d'investissement de toutes les structures, en particulier de la part des Ministères sectoriels, les données sur le personnel de ces structures ont pu être collectées.

3.1. Le dispositif légal des structures du SSN du Burundi

La composition du SSN du Burundi est définie par la Loi N° 1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du Système Statistique National au Burundi. Les membres du SSN sont :

- le Conseil National de l'Information Statistique (CNIS) ;
- le Comité Technique de l'Information Statistique (CTIS) ;
- l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi qui assure en même temps le secrétariat du CNIS et la présidence du CTIS ;
- les services chargés d'élaborer des données statistiques placés auprès des départements ministériels et des organismes publics et parapublics ; et
- les écoles et institutions nationales de formation statistique et démographique.

Cette loi définit les missions de chaque élément du SSN. Au titre de l'article 7 de cette loi, « l'ISTEEBU est l'organe central de coordination technique des activités du système statistique national du Burundi ». C'est donc un système décentralisé dont la coordination est assurée par l'organe central, l'ISTEEBU.

L'ISTEEBU dispose ainsi de quatre bureaux régionaux et de 17 bureaux provinciaux ainsi que de quelques cadres statisticiens déployés dans les services statistiques des ministères.

La loi statistique du Burundi a été progressivement complétée par d'autres textes réglementaires qui sont :

- (i) La loi n°1/19 du 17 mai 2014 portant ratification par la République du Burundi de la Charte Africaine de la Statistique;
- (ii) Le décret n°100/58 du 18 mars 2008 portant Création, Attributions, Composition et Fonctionnement du Conseil National de l'Information Statistique (CNIS);
- (iii) Le décret n°100/59 du 18 mars 2008 portant Réorganisation de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi;
- (iv) Le décret n°100/71 du 09 mars 2011 portant nomination du Conseil National de l'Information Statistique « CNIS »;
- (v) Le décret n°100/261 du 31 octobre 2013 portant institution du visa statistique et de l'avis d'éthique pour les enquêtes statistiques et recherches biomédicales et comportementales au Burundi ;
- (vi) Le décret n°100/227 du 08 octobre 2014 portant Cadre National d'Assurance Qualité des Données (CNAQD) au Burundi ;

- (vii) L'ordonnance ministérielle n°540/1643 du 25 novembre 2013 portant modalités d'obtention du visa statistique pour les enquêtes statistiques au Burundi ;
- (viii) L'ordonnance ministérielle n°214/1225/2016 portant mise en place des procédures de suivi de la qualité de la production des statistiques officielles du Burundi.

3.2. Les structures du SSN du Burundi

3.2.1. L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU) est l'organe central du Système Statistique National (SSN) du Burundi. Il est mandaté pour collecter, produire et diffuser des informations statistiques dans le pays. Il assure en même temps la coordination technique du SSN. Le SSN s'est doté d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) dont la première génération a couvert la période 2010-2014 et la deuxième s'étend de 2016 à 2020.

Les activités planifiées sont assorties des coûts pour une période de 5 ans et comprennent un certain nombre d'enquêtes nationales, les collectes statistiques de routines ainsi que les réformes institutionnelles envisagées sur la période.

3.2.2. Le service des Etudes et Statistiques de la Banque de la République du Burundi

Le service des études et statistiques de la BRB collecte, traite et diffuse les statistiques sectorielles relevant des compétences de la Banque. Il s'agit principalement de la balance des paiements et des statistiques monétaires. La BRB rassemble et publie aussi des statistiques comme celles du secteur réel et des finances publiques.

3.2.3. Le service statistique du Comité National de Coordination des Aides (CNCA)

Le Secrétariat Permanent du Comité National de Coordination des Aides est une structure étatique directement rattachée à la deuxième Vice présidence de la République. Il dispose d'une plateforme de gestion de l'aide sous forme de logiciel sur lequel sont saisies le flux des aides au Burundi et permet de produire des informations statistiques fiables et exploitables sur l'aide extérieure, les appuis budgétaires, les engagements et les décaissements.

3.2.4. Les services statistiques sectoriels

Outre l'ISTEEBU, le système statistique national du Burundi comprend les services statistiques créés au sein des ministères et de certains organismes publics ou parapublics. Ces services collectent, traitent et diffusent les statistiques sectorielles relevant de leurs compétences. Les principaux sont situés au sein des ministères en charge des secteurs suivants : éducation, santé, agriculture, et emploi. Ils comptent en général très peu de statisticiens en leur sein.

a. Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE) dispose d'un Département de Statistiques et d'Information Agricole (DSIA) qui est basée dans la Direction Générale de la Planification de l'Agriculture et de l'Elevage. Le Département est responsable de la collecte et de la production des statistiques agricoles. Il est dirigé par un Directeur. D'autres départements de ce ministère produisent également des données en rapport avec leur cahier de charge respectif. Ces données sont supposées être centralisées par la DSIA. Certaines entreprises publiques (OTB, COGERCO, ISABU, ...) ont également des unités statistiques en leur sein.

Le DSIA a formulé un Plan Stratégique de développement des Statistiques Agricoles et rurales du Burundi (PSSABU) pour la période 2015-2019 qui est alignée sur la SNDS.

b. Ministère de l'Éducation

Le ministère de l'éducation nationale dispose d'un Bureau de planification et de statistiques scolaire dirigé par un Directeur. L'unité dirige le système de gestion de données de l'éducation et met en œuvre les activités statistiques suivantes : (i) la cartographie scolaire ; (ii) le recensement des écoles, et ; (iii) le suivi des cohortes des élèves. La finalité de ces activités est la production d'un annuaire statistique de l'éducation et d'un document d'indicateurs scolaires.

c. Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation

Le ministère des finances, du budget et de la privatisation ne dispose pas d'une unité statistique comme telle. Cependant, il coordonne la collecte de données de suivi du budget, de la comptabilité publique et de la dette.

Un service statistique a été créé au niveau de la Direction de la Planification Stratégique de l'Office Burundais des Recettes (OBR). Son rôle est de compiler toutes les données statistiques de ce dernier.

De même l'Agence de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA) dispose d'un service statistique encore embryonnaire et essentiellement financé par le Projet de Développement des secteurs financier et privé (PSD) de la Banque Mondiale. Sa production statistique porte sur le domaine des assurances et de réassurances.

d. Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA

Le Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA dispose d'une Direction du Système National d'Information Sanitaire (DSNIS) dont l'activité principale est la collecte et la diffusion de données sur le système de gestion de la santé. Cette Direction produit un annuaire des statistiques sanitaires. Certains projets du ministère (PRONIANUT, INSP, CNLS, PNSR, PNILT, PNILP, PEV...) ont également des unités de suivi-évaluation qui produisent des statistiques.

e. Ministère de la Justice et Garde des Sceaux

Le Ministère de la Justice dispose d'une unité statistique responsable de la collecte de données et d'analyses de base. Son activité principale est la collecte de données dans les cours et tribunaux, les parquets et les prisons. Ces données servent dans l'évaluation de l'activité du ministère mais aussi pour la préparation des rapports et de l'annuaire statistique de la justice.

f. Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi

L'unité statistique du Ministère fournit des informations sur le marché du travail. Elle collecte des données sur: (i) la gestion de carrière des fonctionnaires sous statut ; (ii) les recrutements de la fonction publique ; (iii) la gestion du personnel sous contrat ; (iv) la gestion des rémunérations ; (v) la situation du marché de l'emploi. Cette collecte a pour finalité la production de l'annuaire statistique. L'Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre dispose également d'une unité statistique. Il a pour mission de : (i) canaliser toutes les offres et les demandes d'emploi des secteurs publics et privés, et les mettre à la disposition du public ; (ii) procéder à la collecte, à la centralisation et à la diffusion des données relatives au marché de l'emploi.

g. Ministère de l'Énergie et des Mines

Le service statistique du Ministère de l'Énergie et des Mines produit les statistiques du secteur de l'énergie et des mines. Il recueille des données secondaires des établissements publics rattachés à ce ministère. Certaines entreprises publiques (REGIDESO, ONATOUR, SEP) ont également des unités statistiques en leur sein.

h. Ministère du Développement Communal et de la Décentralisation

Le Ministère du Développement Communal et de la Décentralisation n'a pas une unité statistique fonctionnelle, mais il assure le suivi de la mise en œuvre des activités des Plans Communaux de Développement Communautaire (PCDC) qui intègrent la collecte de données socio-économiques au niveau décentralisé.

i. Ministère des Transports et des Travaux Publics

L'unité statistique du Ministère des Transports et des Travaux Publics est une section du Service de la planification. Elle est chargée de collecter, analyser et diffuser des statistiques du secteur des transports à travers un Bulletin trimestriel de statistiques des transports. Certaines entreprises publiques (Office des Routes, l'Air Burundi, SOBUGEA, OTRACO,...) ont également des unités statistiques en leur sein.

j. Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme possède un service statistique qui recueille et produit des statistiques sur le commerce et les industries. Parallèlement, l'Office National du Tourisme (ONT) dispose en son sein d'une Direction des études, des statistiques et de la formation professionnelle.

k. Ministère des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias

Les données produites par les départements de ce ministère ne sont pas centralisées et restent dispersées dans les rapports d'activités des différents services. Le seul service statistique structuré est celui des Etudes, Planification et Statistique de la Régie Nationale des Postes du Burundi. Il produit des données qui visent à reconstituer, le plus fidèlement possible, les principales séries statistiques qui symbolisent le mieux l'activité postale à l'échelle du pays sur les plans de l'organisation, des infrastructures, des hommes, des matériels et des produits. Il s'agit des éléments suivants : le trafic postal (volumes), les postiers (effectifs, par grade), les bureaux de poste (par type), les boîtes aux lettres, l'équipement en boîtes aux lettres, le trafic des lettres département, les timbres (fabrication et vente), les rebuts, les articles d'argent (mandats et bons de poste), les CCP (nombre de comptes et avoirs), le budget (recettes et dépenses), les matériels roulants et les matériels divers. Certaines entreprises publiques (ONATEL,...) ont également des unités statistiques en leur sein.

l. Ministère de la Sécurité Publique

Un service statistique central du ministère de Sécurité Publique est placé au niveau de la Direction Générale de la Planification et des Etudes Stratégiques. Sa mission est de collecter, centraliser, traiter et analyser les statistiques du secteur de la police. Certains commissariats généraux de la police notamment la Police de l'Air et des Frontières et des Etrangers (PAFE), la Police Spéciale de Roulage (PSR), la Commission Nationale Permanente de Lutte contre la Prolifération des armes légères et de petits calibres (CNAP) et la Police Judiciaire (PJ) disposent aussi de services en charge des statistiques.

m. Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan

Au sein de la Direction Générale de la Planification centrale et de la Prospective se trouve logé le service de planification macro économique qui produit des données statistiques sur la prévision et le cadrage macro économique.

3.3. Les données sur les ressources humaines du SSN du Burundi

3.3.1. Personnel des services statistiques des ministères

Le personnel des services statistiques sectoriels des ministères comprend des cadres supérieurs ou moyens soit qualifiés dans les domaines statistique ou démographique, soit ayant des qualifications dans d'autres domaines. Des agents de maîtrise de niveau de formation de l'école secondaire et des agents d'exécution de niveau inférieur au secondaire viennent compléter les effectifs disponibles.

Tableau 2 : Répartition des effectifs du personnel des services statistiques sectoriels

Catégorie du personnel	Qualification	Effectif
Cadres supérieurs	Statisticiens ou démographes	12
	Autres qualifications	69
Cadres moyens	Statisticiens (ADS)	5
	Autres qualifications	10
Agent de maîtrise	A2	23
Agent d'exécution		24

On note qu'à part les statisticiens ou les démographes que l'ISTEEBU vient de mettre à la disposition des ministères sectoriels, au nombre de huit (8), les services statistiques ne disposent pas de personnels qualifiés. Par contre, contrairement à l'ISTEEBU, les cadres supérieurs sont plus nombreux que les cadres moyens. Les détails des effectifs du personnel affectés dans chaque service statistique ministériel sont indiqués dans le tableau 3 en annexe.

Il est à remarquer que les effectifs des personnels disponibles sont trop faibles et ne sont pas en mesure de produire l'ensemble des données nécessaires dans les secteurs.

3.3.2. Personnel de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi ISTEEBU

L'ISTEEBU dispose d'un noyau suffisant de cadres supérieurs et de cadres moyens de formation statistique essentiellement. Les agents constituent près d'un tiers du personnel employé.

Tableau 3 : Répartition des effectifs du personnel de l'ISTEEBU

Niveau d'étude	Agent	Cadres moyens	Cadres supérieurs
Primaire	13		
Secondaire	47		
Université 1 an	1		
Université 2 ans		80	
	dont ADS	74	
Université 3 ans		2	
Bachelor			2
	dont en Statistique		2
Université 4 ans			15
	dont ITS		1
Université 5 ans			26
	dont Ir Statisticiens		25
Université 6 ans			12
	dont démographes		10
	dont ISE		1
Total	61	82	55

3.4. Les ressources matérielles

Ces dernières années l'ISTEEBU a continué à recevoir de ses partenaires des appuis divers en équipements de bureau et de collecte. Ceux ci sont venus compléter le parc existant. Le tableau ci après montre les équipements reçus par année ainsi que le partenaire qui les a fournis.

Tableau 4 : Effectifs de nouveaux équipements acquis par l'ISTEEBU de 2012 à 2015

Type d'équipement	Effectif	Les donateurs/projet
Ordinateur de bureau	90	PAGE; UNICEF; ECVMB; UNFPA; FABRICE
Ordinateur portable	31	PRCS; PAGE; UNICEF; ECVMB; FABRICE
Serveur	1	UNICEF
Imprimante	37	PAGE; ECVMB; UNFPA
Photocopieuse	2	ECVMB
Scanner	3	ECVMB
Scanner code barre	46	EDS /ICF
Retro projecteur	3	ECVMB
Tablettes	225	EDS /OMS ; EDS /ICF
Androïdes	61	NUTRITION ; EDS /ICF
Fire wall	1	UNICEF
Antenne point à point	2	UNICEF
GPS	32	EDS /ICF
Graveur DVD portable	2	EDS /ICF
Flash MODEM	30	EDS /ICF

Le détail des équipements fourni par chaque donateur/projet et par année est présenté dans le tableau 4 en annexe. En plus de ces équipements reçus de ces partenaires, l'ISTEEBU a acheté 8 ordinateurs de bureau et 4 retro projecteurs en 2014.

S'agissant des services statistiques sectoriels, ils sont peu équipés et disposent généralement d'un seul ordinateur de bureau exception faite de la DSIA, du DSNIS et du Bureau de Planification et des Statistiques de l'Education. Ces services ont des équipements suffisants pour le traitement des statistiques collectées.

3.5. Les budgets

3.5.1. Evolution du budget de l'ISTEEBU

Durant ces cinq dernières années, le budget de l'ISTEEBU n'a pas beaucoup évolué. Il est passé de 1581 millions de FBU en 2012 à 2017 millions de FBU en 2015, soit un accroissement d'environ 27,59%. Néanmoins, ce budget à connu une baisse en 2016 par rapport à son niveau de 2012, en raison des contractions budgétaires opérés par le Gouvernement.

Tableau 5 : Évolution du budget alloué à l'ISTEEBU (en millions de FBU)

Année	2012	2013	2014	2015	2016
Budget ISTEEBU	1 431,4	1 440,9	1 622,0	1 677,8	1 452,8
Budget SNDS-I	150,0	315,0	340,0	340,0	100,0
Total ISTEEBU	1 581,4,0	1 755,9	1 962,0	2 017,8	1 552,8
Budget de l'Etat	1 195 794,9	1 368 916,2	1 442 296,1	1 562 917,7	1 280 658,1
ISTEEBU (% budget de l'Etat)	0,13	0,10	0,11	0,13	0,12

Ce budget comprend la quote-part gouvernementale pour le financement de la SNDS qui a également connu le même mouvement. A part cette petite partie du budget qui est affectée à la SNDS, le reste sert pratiquement pour le financement des salaires du personnel.

Il peut donc être constaté que le gouvernement n'atteint pas 0,15% du budget de l'Etat recommandé pour le financement de la statistique¹.

Tableau 6 : Structure des dépenses effectives de l'ISTEEBU (en FBu)

	2012	2013	2014	2015
Salaires et traitements	1 153 178 053	1 255 912 804	1 354 310 367	1 431 802 758
Biens et équipements	0	0	0	0
Infrastructures	-	-	27 639 966	33 166 285
Entretiens	2 378 500	1 321 500	1 510 900	3 831 400
SNDS	150 000 000	314 981 295	323 109 912	54 995 184
Total	1 305 556 553	1 572 215 599	1 706 571 145	1 523 795 627

3.5.2. Evolution des budgets des services statistiques sectoriels

Les services statistiques sectoriels disposent de moyens matériels et financiers très limités. Les budgets dont ils bénéficient sont généralement affectés en grande partie au paiement des salaires des personnels, une petite partie revenant à l'achat des matériaux et fournitures de bureau. Ces budgets évoluent peu dans le temps.

Les services statistiques sectoriels qui ont des budgets plus ou moins conséquents sont la DSIA et la Direction de la planification et des statistiques de l'Education. Ce dernier dispose d'un fonds spécifique pour la production d'un annuaire statistique.

Tableau 7 : Structure des dépenses des services sectoriels statistiques (en FBu)

Structure statistique sectoriel bénéficiaire	Type de budget reçu	Année				
		2012	2013	2014	2015	2016
DSNIS	Salaires	-	-	9 214 465	9 234 465	9 141 380
	Achat matériel et fournitures de bureau	-	-	644 710	451 297	451 297
DSIA	Salaires	28 830 221	23 642 126	24 775 203	36 389 090	36 389 090
	Achat matériel et fournitures de bureau	2 242 500	2 018 250	2 018 250	2 018 250	1 601 650
	Direction des statistiques	7 218 428	7 434 981	-	-	-
Direction chargée des statistiques et des bilans énergétiques	Salaires	14 866 417	10 173 480	13 143 480	34 200 551	-
	Achat matériel et fournitures de bureau	172 908	335 800	338 800	335 800	-
Direction de la Planification et des statistiques de l'éducation	Salaires	86 983 409	86 983 409	70 900 436	77 974 466	77 974 466
	Achat matériel et fournitures de bureau	8 198 960	6 619 020	6 619 020	6 619 020	6 619 020
	Frais de production de l'annuaire statistique	20 000 000	16 146 000	16 146 000	16 146 000	16 146 000

¹ Neuvième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique – Résolution 949 (XLIX) ; Addis-Abeba, 4 et 5 avril 2016

4. FINANCEMENT DES PROJETS STATISTIQUES

4.1. Financement des projets statistiques sur budget de l'Etat

4.1.1. Financements des projets passés et présents

a. Services statistiques sectoriels

Le financement des projets statistiques passés et présents des services statistiques sectoriels sur budget de l'Etat se limite pratiquement aux activités de routine. Les montants alloués à ces activités sont indiqués dans le tableau n°7 ci-dessus.

A partir de l'année budgétaire 2014, un budget de 500 millions de FBU est réservé au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage pour la réalisation de l'Enquête Nationale Agricole du Burundi.

La Banque de la République du Burundi a quant à elle financé l'Enquête sur les Investissements Directs Etrangers au Burundi en 2014 et en 2015 respectivement pour des montants de 42 millions de FBU et de 18 millions de FBU.

b. Institut National de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

En marge des budgets de fonctionnement, le Gouvernement du Burundi a consenti ces dernières années des efforts pour promouvoir quelques projets statistiques. Les contributions du Gouvernement du Burundi ont été surtout orientées vers la mise en œuvre de la SNDS-I et la réalisation de certaines enquêtes d'envergure nationale qui sont reprises dans le tableau suivant :

Tableau 8 : Quote-part du Gouvernement dans les opérations statistiques (en FBU)

	2012	2013	2014	2015	2016
Enquête Nationale Agricole du Burundi	37 477 000	51 347 245	70 565 194	-	-
Enquête sur les Conditions de vie des Ménages du Burundi		62 970 800	49 950 000	-	-
Enquête Démographique et de Santé				62 393 200	30 000 000
Saisie des données d'Etat Civil	-	-	-	-	30 000 000

4.1.2. Financement des projets futurs

a. Services statistiques sectoriels

Au niveau sectoriel, le seul projet statistique qui est fixé pour l'instant est l'Enquête Nationale Agricole du Burundi. Le budget annuel prévu pour sa réalisation est de 500 millions de franc Burundais qui sera dégagé du budget du Gouvernement.

b. Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

Les projets statistiques futurs de l'ISTEEBU ont été définis dans la SNDS-II qui couvre la période 2016-2020, ceux-ci sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau 9 : Projets prévus dans la SNDS II (en million de FBu)

PROGRAMME PREVU	2017	2018
Réorganiser l'ISTEEBU et renforcer ses bureaux régionaux et provinciaux	25,0	25,0
Renforcer les services statistiques sectoriels	48,0	48,0
Mettre en place un mécanisme de pilotage proactif du SSN	14,7	14,7
Intensifier la communication et le plaidoyer	45,4	45,4
Orienter la production vers la satisfaction de la demande	559,0	513,3
Développer et adopter l'infrastructure et les méthodes de production statistique	2,6	1,5
Améliorer la couverture et la désagrégation des données	23,0	23,0
Promouvoir l'analyse des données	30,0	30,0
Renforcer, moderniser et entretenir le cadre de travail et les ressources matérielles	1 175,5	587,9
Renforcer la coopération et le partenariat pour mobiliser les ressources financières	3,4	17,7
Calculer et mettre à jour les indicateurs de suivi et de mise en œuvre des ODD	5,5	2,5
Mettre en œuvre la feuille de route de la révolution des données	129,7	243,4
Total général	2 061,8	1 552,4

Les montants qui figurent dans ce tableau seront prévus dans les budgets respectifs de l'Etat pour les années concernées. Il s'agira donc de quote-part du Gouvernement pour les projets envisagés.

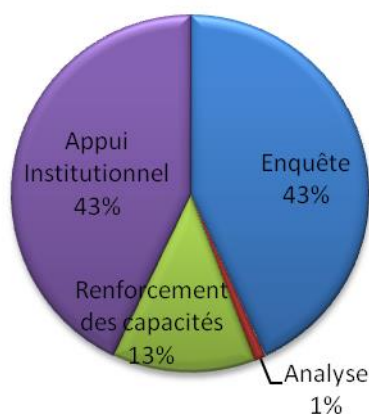
4.2. Apports des Partenaires Techniques et Financiers

4.2.1. Financements des projets passés et présents

a. Services statistiques sectoriels

Les financements passés et présents des services statistiques sectoriels sont estimés à 9 533 518 120 FBu. Les domaines prioritairement financés sont les enquêtes, les appuis institutionnels comme le montre le graphique n°1 suivant :

Graphique 1 : Répartition des financements passés des services statistiques sectoriels selon le domaine d'intervention (en FBu)



Les principaux bailleurs qui sont dégagés sont l'OMS, l'UNICEF, la Coopération Suisse, la BAD, la Banque Mondiale, l'Union Européenne, la CTB et le Gouvernement Néerlandais. Les détails des financements sont consignés dans le tableau n°2 en annexe.

b. Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

Les financements passés et présents de l'ISTEEBU sont estimés à 8 700 855 814 FBu. Le domaine prioritairement financé est celui des enquêtes qui accapare presque 74% des financements reçus (voir tableau n°10)

Tableau 10 : Répartition des financements passés de l'ISTEEBU selon la domaine d'intervention (en FBu)

Domaines d'intervention	Montant du financement	Pourcentage
Enquête	6 436 616 925	74,0
Renforcement des capacités	623 160 314	7,2
Appui Institutionnel	182 205 152	2,1
Analyse	1 458 873 423	16,8
TOTAL	8 700 855 814	100,0

Les principaux bailleurs qui sont dégagés sont la BAD, la Banque Mondiale et le Gouvernement. La plupart des projets sont financés conjointement par plusieurs bailleurs (financement train). Les détails des financements sont consignés dans le tableau n°1 en annexe.

4.2.2. *Financement des projets futurs par les Partenaires*

a. Services statistiques sectoriels

Les financements futurs des projets statistiques des ministères sectoriels par les Partenaires Techniques et Financiers ne sont pas maîtrisés par les départements concernés. Toutefois, quelques indications ont été fournies dans le document de la SNDS.

Tableau 11 : Financement prévisionnel des services statistiques sectoriels sur la période 2017-2018 (en million de FBu)

Services bénéficiaires	Activités retenues	Sources de financement	2017	2018
Ministère du Commerce	Production d'un bulletin sur les statistiques du commerce extérieur suivant une méthodologie harmonisée	BM	43,9	43,9
OBR	Organisation d'une enquête sur le commerce transfrontalier non enregistré	BM	243,7	243,7
BRB	Organisation de l'enquête sur les Investissements Directs Etrangers au Burundi (EIDEB)	BM	0,0	81,2
BONNE GOUVERNANCE	Organisation d'une enquête sur la perception de la corruption et le niveau de satisfaction des bénéficiaires des services publics.	PNUD	100,0	0,0
Ministère de la Santé	Organisation de l'enquête sur la nutrition	PAM	100,0	0,0
Ministère du Commerce	Organisation du recensement artisanal	BAD	200,0	0,0

Services bénéficiaires	Activités retenues	Sources de financement	2017	2018
Ministère de l’Energie et des Mines	Inventaire National des ouvrages d’Eau potable en milieu Rural	KFW	0,0	610,6
Ministère de la Santé	District Health Software deuxième version (DHIS2) fonctionnel dans tout le pays	CTB/PAISS, USAID,FM,BM	875,3	875,3

b. Institut de Statistiques et d’Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU)

Les projets inscrits dans la SNDS pour la période 2016 à 2018 qui seront financés sur les ressources des PTF totalisent les montants de 2,8 ; 5,3 et 3,9 milliard de FBu respectivement pour les années 2016, 2017 et 2018.

Les principaux pourvoyeurs de ces montants sont la Banque Mondiale, l’UNICEF, le PAM, la BAD, le PNUD, l’UNFPA, l’USAID, la CTB et la FAO.

Tableau 12 : Financement prévisionnel de l’ISTEEBU sur la période 2017-2018 (en million de FBu)

PROGRAMME PREVU	2017	2018
Réorganiser l’ISTEEBU et renforcer ses bureaux régionaux et provinciaux	162,5	162,5
Mettre en place un mécanisme de pilotage proactif du SSN	47,1	47,1
Intensifier la communication et le plaidoyer	26,0	26,0
Orienter la production vers la satisfaction de la demande	318,7	279,9
Développer et adopter l’infrastructure et les méthodes de production statistique	260,5	143,5
Assurer la qualité des données produites	14,4	75,0
Améliorer la couverture et la désagrégation des données	82,0	82,0
Promouvoir l’archivage et la diffusion des données	931,2	931,2
Promouvoir l’analyse des données	50,0	50,0
Renforcer, moderniser et entretenir le cadre de travail et les ressources matérielles	2855,8	1428,3
Renforcer la coopération et le partenariat pour mobiliser les ressources financières	8,6	44,3
Calculer et mettre à jour les indicateurs de suivi et de mise en œuvre des ODD	85,5	38,5
Mettre en œuvre la feuille de route de la révolution des données	155,3	291,6
Assurer le suivi de la mise en œuvre du Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) et de la vision Burundi 2025	245,0	245,0
Assurer le suivi des indicateurs des Plans Communaux de Développement Communautaires (PCDC)	80,6	67,2
Conduire la troisième Enquête Démographique et de Santé du Burundi (EDSB- III)	1301,8	
Total général	6624,8	3911,9

Sur la période étudiée, la Banque Mondiale semble être le principal bailleur de fonds puisqu’elle a déjà pris l’engagement de financer plusieurs projets dont les principaux sont repris dans le tableau n°13.

Le total des financements de la Banque Mondiale est ainsi de 488 246 USD, 883 984 USD et 490 844 USD respectivement pour 2016, 2017 et 2018.

Tableau 13 : Projet de renforcement des capacités de l'ISTEEBU financé par la Banque Mondiale pour 2016 à 2018 (en dollar)

Projet	2016	2017	2018
Adoption d'un système de gestion axée sur les résultats pour renforcer la performance de l'ISTEEBU	11 500	11 500	34 000
Renforcement du système de gestion des ressources humaines de l'ISTEEBU	128 000	222 000	204 000
Amélioration de la qualité des statistiques et soutien à la production de données à temps	318 746	588 084	195 444
Amélioration de l'accès aux données et de la diffusion des statistiques nationales et des données micro	30 000	62 400	57 400

En plus des promesses des financements de la Banque Mondiale, le gouvernement du Burundi se propose de réaliser la troisième Enquête Démographique et de Santé (EDS-III) sur la période 2016-2017 avec le financement de l'UNICEF, USAID, UNFPA, FM, OMS, Gouvernement du Burundi et l'appui technique de ICF International. Le coût global de cette enquête est estimé à 4 321 660 000 FBu soit 2 788 168 USD.

4.3. Synthèse de financement

Toutes les initiatives de financements n'ont pas été recensées exhaustivement mais les données recueillies sont à même de fournir une information suffisante sur les appuis à la statistique du Burundi aussi bien pour le passé, le présent, que pour le futur.

Ainsi, les financements dégagés pour la période 2012 à 2016 sont de l'ordre de 31 511 887 606 FBu dont 69,6% proviennent des PTF et 30,4% du Gouvernement. (Voir Tableau n°14)

Tableau 14 : Synthèse des financements du SSN du Burundi de 2012 à 2018 (en FBu)

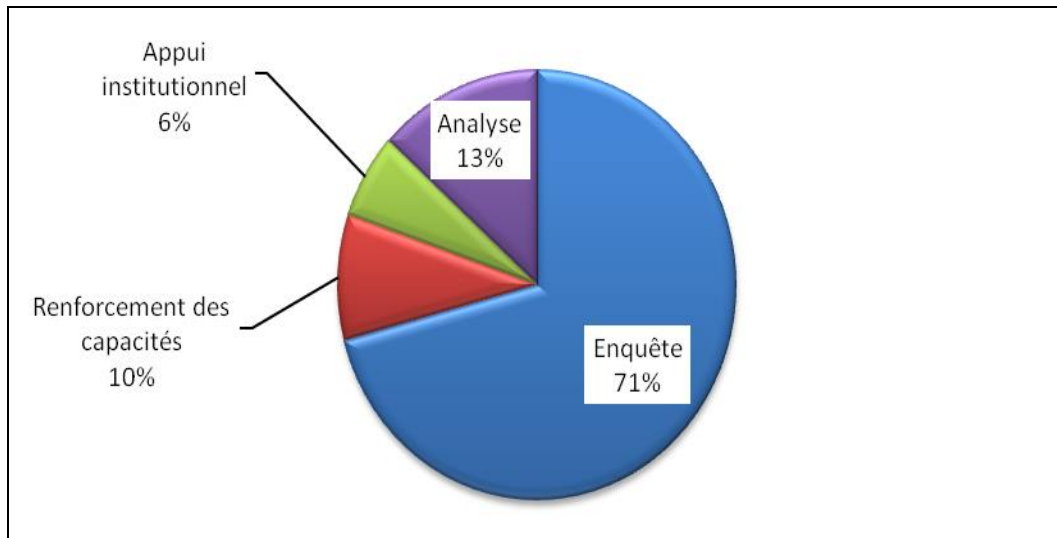
	Période passée et présent (2012-2016)		Période future (2017-2018)	
	Gouvernement	PTF	Gouvernement	PTF
ISTEEBU	8 119 603 439	8 700 855 814	3 614 130 000	13 378 411 163
Services sectoriels	1 453 971 899	13 240 798 214	1 000 000 000	2 886 960 000
TOTAL	9 573 575 338	21 941 654 028	4 614 130 000	16 265 371 163

Les financements prévus pour la période future sont estimés à 20 879 501 163 FBu dont 77,9% proviennent des PTF et 22,1% du Gouvernement.

Dans l'ensemble, les programmes du SSN du Burundi financés par les PTF se rapportent principalement aux domaines suivants: (i) les enquêtes ; (ii) l'appui institutionnel ; (iii) le renforcement des capacités ; et (iv) l'analyse.

Le graphique n°2 montre la prépondérance de chaque domaine d'intervention.

Graphique 2 : Répartition des financements passés selon le secteur (en FBu)



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La présente étude sur le financement de la statistique a permis de montrer que le secteur des enquêtes (collecte et analyse) est privilégié par les partenaires dans la mesure où plus de 90% des fonds sont affectés à ce volet. Il s'ensuit que le renforcement des capacités et l'appui institutionnel sont en quelque sorte délaissés.

Par ailleurs, les prévisions des financements des activités statistiques faites dans la SNDS I sur période 2012-2014 s'élevaient à 24 846,4 millions de FBu. Si on compare ce montant au financement de 31 515,2 millions de FBu relevé dans ce document pour l'appui à la statistique pour la période 2012-2016, on peut logiquement conclure que le besoin de financement de la statistique exprimé dans la SNDS I a été couvert. Néanmoins, l'évaluation de la mise en œuvre de la SNDS I a montré que seulement 55% des activités ont été réalisées. Ceci pour dire que l'orientation des financements des partenaires ne suit pas toujours les priorités fixées par le gouvernement.

Considérant la période future 2017-2018, l'étude CRESS montre que les promesses des financements déjà exprimées s'élèvent à 13 954,3 millions de FBu. Or, les besoins de financement dégagés dans la SNDS II pour cette même période sont de 33 429,7 millions de FBu, soit un gap de financement de 19 475,4 millions de FBu. La SNDS II couvrant la période 2016-2020, il va sans dire que le gap de financement total sera nécessairement beaucoup plus important que celui dégagé pour les deux premières années.

Il faudra donc que le gouvernement engage un plaidoyer tout azimut pour rechercher le montant nécessaire auprès des bailleurs potentiels en gardant à l'esprit que leurs appuis doivent s'inscrire dans les priorités déjà inscrites dans la SNDS II.

La rédaction de ce premier rapport CRESS du Burundi s'est heurtée à une réticence des acteurs du système statistique national, aussi bien les structures nationales que les PTF, à fournir les informations exhaustives demandées dans le formulaire d'enquête.

Pour l'avenir, il va falloir :

- Prendre conscience de l'importance du CRESS en tant qu'outil de plaidoyer pour le financement de la statistique et s'engager à fournir les données nécessaires pour sa production régulière ;
- Inscrire l'analyse du rapport CRESS dans les sessions du CTIS, du groupe sectoriel statistique et du CNIS ;
- Préparer à temps les rapports d'évaluation et de préparation des programmes de travail annuel de chaque structure du SSN et les soumettre à la Cellule Méthodologies et Coordination Statistique de l'ISTEEBU qui a en charge la préparation du rapport CRESS ;
- Arrimer les exercices de préparation, de validation, et d'évaluation des documents de la SNDS et du CRESS. Plus spécifiquement, utiliser le CRESS lors de l'évaluation de la mise en œuvre de la SNDS.

ANNEXES

Tableau 1 : Financement par les PTF des projets statistiques passés de l'ISTEEBU (en milliers de FBU)

Nom du projet/programme	Montant du financement		Période du projet
	En FBU	En USD (ou Euro si indiqué)	
Projet d'appui au développement du secteur de la santé (PMS)	557 208 380	360 396	2012-2013
Enquête sur les indicateurs du paludisme au Burundi	533 929 064	345 339	2012-2013
PATH program for appropriate technology in hearth	168 793 148	109 173	2012-2013
Programme de renforcement des capacités statistiques (PRCS)	227 100 444	146 886	2012-2014
Aménagement de la route multinationale Burundi –Rwanda	386 174 784	248 328	2013
ECVMB2013-2014	2 564 173 000	1 648 880	2013-2014
Enquête sur la faisabilité du projet d'enrichissement des aliments au Burundi (frat au Burundi / PSD)	15 020 307	9 659	2013-2015
SWISS-TPH	88 643 053	57 311	2014
Catholic Relief Services (CRS)/ USCCB	50 631 515	32 735	2014
Enquête de base d'évaluation PBF nutrition	266 466 301	17 239 714	2014
ENAB	71 755 500	46 393	2014
EIDEB 2015	60 000 000	38 170	2015-2016
EDSB III	3 632 892 477	231147	2015-2016
ATELIER UTILISATEUR-PRODUCTEURS	10487038	5041 Euro	2013
MMT.TRAINING & DDI Production	24 680 400	12000 Euro	2014
NSDS support	23 878 287	11610 Euro	2014
CROSS COUNTRY AND IN DEPTH STUDY WORKSHOP	8 788 279	4273 Euro	2014
REGIONAL WORKSHOP WITH JOURNALISTS AND STATISTICIANS	13 265 715	6450 Euro	2014-2015
MICRODATA ACCESS POLICY REGIONAL WORKSHOP IN KIGALI (RWANDA)	4 113 400	2000 Euro	2014-2015

Tableau 2 : Structure, projet, source de financement, ainsi que le financement global du projet

Nom de l'unité/ Direction/ Institution/ Ministère	Nom du projet/programme	Sources de financement	Financement global		Période du projet
			En FBu	En USD (ou si Euro indiqué)	
Département de la population	Evaluation du système d'enregistrement des faits d'Etat civil	Financement train OMS & UNICEF	100 000 000		2013-2015
Département de la population	Etat civil	Financement train UNICEF & Coopération Suisse	400 000 000		2011-2015
Ministère du commerce industrie et tourisme	Renforcement des capacités institutionnelles	Financement train Budget National, BAD & Banque mondiale	77 755 000	50 000	2013-214
Ministère de l'éducation	Appui à la modernisation et au développement du système d'information pour la gestion de l'éducation	Financement train Fond commun de l'éducation & UNICEF	2 188 347 639	141 170	2014-2016
Ministère des relations extérieures et de la coopération	Engagement de la diaspora pour la migration et le développement au Burundi	OIM	27 840 600	18 000	2014-2015
Direction générale de la science, la technologie et la recherche	NEPAD-DGSTR	NEPAD	23326500	15 000	2013-2014
Ministère de la sécurité publique	Renforcement des capacités du système statistique du MSP	Financement train CTB-Police	44 935 000	28 895	2013-2014
Commission nationale indépendante de lutte contre la prolifération des armes	Renforcement de l'Observatoire de la violence armée	Gouvernement Néerlandais	82 438 000		
Commission nationale indépendante de lutte contre la prolifération des armes	Renforcement de l'observatoire de la violence arme	Gouvernement Néerlandais	160 319 305	103 652	2015-2016
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Programme d'appui institutionnel et opérationnel au secteur agricole-volet d'appui institutionnel	CTB via PAIOSA	383 963 400	218000 Euro	2011-2015
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Programme pour la sécurité alimentaire et la nutrition	Union Européenne	526 702 596 766	1 075 000 Euro	2012-2017
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	Renforcement des capacités des membres sélectionnés de l'EAC sur la sécurité alimentaire	FAO	35 000 000	22 638	2012-2014
Ministère des finances	Projet FABRICE	Fonds commun pour l'éducation	100 000 000	64 679	2012-2015

Ministère des finances	Projet de développement des secteurs financiers et privés	Fonds commun pour l'éducation via le Bureau de la planification et des statistiques de l'éducation	700 000 000	514 139	2011-2016
Ministère des finances	Appui à l'Institut de Développement Economique		100 000 000	81 248	2010-2015
Ministère des finances	Programme de Renforcement de la Gouvernance Economique		120 000 000	97 498	2010-2015
Ministère des transports des travaux publics et d'équipements	Enquête immobilière		38 000 000	24 578	2012
Ministère des transports, des travaux publics et d'équipements	Enquête immobilière		29 000 000	18 648	2013
Ministère des transports, des travaux publics et d'équipements	Enquête immobilière		23 000 000	14 870	2014
Ministère des transports, des travaux publics et d'équipement	Enquête immobilière		23 000 000	14 632	2015
Office des routes	Etude économique du projet de construction de la route nationale n°15 Ngozi-Kanyaru bas	Budget National	81 202 477	52 217	2013-2014
Office des routes	Etude économique du projet de réhabilitation d'agrandissement des routes nationale n°1, n°6, n°12 et n°7	Banque mondiale	116 232 281	74 743	2013-2014
Office des routes	Etude économique du projet de construction de la route nationale n°13 Cankuzo-Gahumo	Banque mondiale	101 526 123	65 286	2013-2014
Office des routes	Etude économique du projet de construction de la route nationale n°11 Gihofi-Kinyinya	Banque mondiale	158 791 652	102 110	2013-2014
Office des routes	Etude économique du projet de construction de la route nationale n°18 Nyakararo-Mmwaro-Gitega	Budget National	58 268 190	37 469	2013-2014
Office des routes	Etude économique du projet de construction de la route provinciale RP118 Martyazo-Muzinda	Budget National	29 940 000	19 357	2014-2015
Office des routes	Etude économique du projet de construction des routes nationales n°16 et n°17	Budget National	52 320 000	33 827	2014-2015
Ministère de la fonction publique du travail et de l'emploi	Production de l'annuaire statistique	Budget National	2 471 448	1 589	2013
ISTEEBU	Programme de renforcement des capacités statistiques (PRCS)	BAD	227100445	146 886	2012-2014

ISTEEBU	ECVMB2013-2014	Financement train Budget National & BAD	2 564 173 000	1 648 880	2013-2014
ISTEEBU	EIDEB 2015	Budget National	60 000 000	38 170	2015
ISTEEBU	SWISS-TPH	Financement train CORDAID-SWISSTPH	88 643 053	57 311	2014
ISTEEBU	Enquête sur la faisabilité du projet d'enrichissement des aliments au Burundi (FRAT au Burundi) -PSD	Financement train PAM-Burundi	15 020 307	9 659	2013-2015
ISTEEBU	Catholic Relief Services (CRS)	CRS	50 631 515	32 735	2014
ISTEEBU	Projet d'appui au développement du secteur de la santé (Enquête PMS)		557 208 380	360 396	2012-2013
ISTEEBU	Enquête de base d'évaluation PBF nutrition	Banque mondiale	266 466 301	17 239 714	2014
ISTEEBU	ENAB	Budget National	71 755 500	46 393	2014
ISTEEBU	Enquête sur les indicateurs du paludisme au Burundi	Fond mondial via SEP/CNLS	533 929 064	345 339	2012-2013
ISTEEBU	Program for Appropriate Technology in Health (PATH)	PATH	168 793 148	109 173	2012-2013
ISTEEBU	Troisième Enquête Démographique et de Santé du Burundi (EDSB III)	OMS, UNICEF, CTB, BM	3 632 892 477	231147	2015-2016
CNCA	Renforcement des capacités de la plateforme de la gestion de l'aide	GIZ	348 602 000	200 000 Euro	2008-2012
CNCA	Renforcement des capacités sur l'outil de gestion de l'aide (Development Assistance Data Base)	PNUD	307 077 105	198 614 Euro	2012-2013
ISTEEBU	Atelier utilisateur-producteurs	PARIS21	10487038	5041 Euro	2013
ISTEEBU	MMT.TRAINING & DDI Production	PARIS21	24 680 400	12000 Euro	2014
ISTEEBU	NSDS support	PARIS21	23 878 287	11610 Euro	2014
ISTEEBU	Cross Country And In Depth Study Workshop	PARIS21	8 788 279	4273 Euro	2014
ISTEEBU	Regional Workshop With Journalists And Statisticians	PARIS21	13 265 715	6450 Euro	2014-2015
ISTEEBU	Microdata Access Policy Regional Workshop In Kigali(Rwanda)	PARIS21	4 113 400	2000 Euro	2014-2015
DSNIS	Enquête sur la Sécurisation des Produits de Santé de la Reproduction	UNFPA	215 350 300	137000\$	2015
DSNIS	Enquête sur la Sécurisation des Produits de	UNFPA	233 265 000	150000\$	2013

	Santé de Reproduction				
DSNIS	Enquête Nationale des Fistules Obstétricales	UNFPA	334 346 500	215000\$	2013
DSIA	Programme d'appui Institutionnel et Opérationnel du Secteur Agricole (ENAB)	PAIOSA/CTB	383963400	218000 Euro	2011-2014
ISTEEBU	Formation sur l'utilisation du guide d'assurance qualité des données	UNICEF	15022050	50000	2015
ISTEEBU	Appuyer la tenue régulière des réunions statutaire du CTIS et la mise en œuvre des recommandations du CNIS	UNICEF	12535152	25000	2015
ISTEEBU	Réunion du Groupe Sectoriel Statistique (GSS) du GCP opérationnel	UNICEF	154670000	100000	2014
ISTEEBU	Apporter l'appui technique et financier à la finalisation et dissémination des projections démographiques (2008-2025)	UNFPA	38667500	25000	2014
SSN	Appuyer des formations sur l'analyse des données du genre	ONUFEMME	233265000	150, 000	2013
ISTEEBU	Apporter un appui technique et financier pour la mise à jour régulière de la base intégrée des données nationales (IMIS, Burundi info, open data,...)	UNFPA	23892200	200,000	2014
ISTEEBU	L'Architecture TIC du SSN renforcé	PRGE/ACBF	15000000	9543	2015

Tableau n°3 : Répartition des effectifs du personnel des services statistiques sectoriels

Service statistique ministériel	Cadres supérieurs		Cadres moyens		Agent de maîtrise	Agent d'exécution
	Statisticiens ou démographes	Autres qualifications	Statisticiens (ADS)	Autres qualifications		
Direction du Système National d'Information Sanitaire du Ministère de la Santé Publiques et de la Lutte contre le SIDA	1	10		9	4	3
Direction de la Planification et des statistiques de l'éducation du • Ministère de l'Education, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique	1	5	1		3	
Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi		4				
Service statistique central au Ministère de la Jeunesse, du Sport et de la Culture		3				
Service chargé de la Production des statistiques officielles au Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	1	3			2	2
Ministère des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias		3				
Service statistique central au Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement		3				
Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation	2					
Ministère du Commerce, de l'Industrie, et du Tourisme	1	3			1	
Ministère à la Présidence chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan		3				
Ministère à la Présidence chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine		2				
Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale		3				
Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique		5	5		5	17
Service statistique au Ministère de la Sécurité Publique	1	8		1	2	1
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	3					
Ministère de l'Énergie et des Mines	1	4				
Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	1	1				
Département des statistiques et de l'Information Agricole au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	1	6			6	1
Ministère de Développement Communal		3				
OBR	1					

Tableau n°4 : Effectifs de nouveaux équipements acquis par l'ISTEEBU de 2012 à 2015

PARTENAIRE/PROJET	ANNEE	Ordinateur de bureau	Ordinateur portable	Serveur	Imprimante	photocopieuse	Scanner	Scanner code barre	Retro projecteur	Tablettes	Androïde	Fire wall	Antenne point à point	GPAS	Graveur DVD portable	Flash MODEM
PRCS	2013		11													
PAGE	2013	17	4		4											
UNICEF	2014	5	2	1								1	2			
NUTRITION	2014										38					
ECVMB	2014	17	4		2	2	3		3							
MILDA	2014	20														
EDS /OMS	2015									75						
EDS /ICF	2015							46		150	23			32	2	30
UNFPA	2015	1			1											
FABRICE	2015	30	10		30											
Total 2013-2015		90	31	1	37	2	3	46	3	225	61	1	2	32	2	30

Tableau 5 : Liste des Institutions qui ont reçu le questionnaire

N°	Institutions/Partenaire	Services concernés	Répondants	Non répondants	En cas de non réponse, source des données utilisées
1	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	DSIA	X		
2		ARFIC	X		
3	Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	DNSIS		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
4		CNLS		X	
5		PNSR		X	
6		PNILP	X		
7	Ministère du Travail de la Fonction Publique	OBM	X		
8		Bureau Central des traitements	X		
9	Ministère de l'Education Nationale	Bureau de la Planification Scolaire et Statistique	X		
10		Service Statistique de la Recherche Scientifique		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
11		Département des STI (Science, Technologie et Innovation)	X		
12	Ministère de la Sécurité Publique	Service Statistique de la Police	X		
13		Service Statistique de la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers PAFE	X		
14		CNAP	X		
15	Ministère de la Justice et Garde des Sceaux	Service Statistique du Ministère		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
16	Ministère des Finances, du Budget, et de la Privatisation	Service Statistique du Ministère	X		
17		CELON		X	
18		OBR	X		
19		BR		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
20		ARCA	X		
21	Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme	Service Statistique du Ministère	X		
22	Ministère du Commerce, de l'Industrie et du	Service Statistique du Ministère	X		

N°	Institutions/Partenaire	Services concernés	Répondants	Non répondants	En cas de non réponse, source des données utilisées
23	Tourisme	Direction Générale des Statistiques du Tourisme		X	
24	Ministère de l'Energie et des Mines	Service Statistique du Ministère	X		
25	Ministère du Développement Communal	Service Statistique du Ministère		X	
26	Ministère à la Présidence Chargé des Affaires de la Communauté Est Africaine	Département Statistique	X		
27	Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre	Service Statistique du Ministère		X	
28	Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique	Département de la population	X		
29	Ministère des Relations Extérieures et de la Coopération Internationale	Service Statistique du Ministère	X		
30	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	Service Statistique du Ministère		X	
31	Ministère des Postes, des Technologies de l'Information, de la Communication et des Médias	Service Statistique du Ministère		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
32		Poste	X		
33		ARCT	X		
34	Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Equipeement	Service Statistique du Ministère	X		
35		ODR (Office des Routes)	X		
36	Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan	Service Statistique du Ministère		X	Diagnostic du Système Statistique National disponible à l'ISTEEBU
37		ISTEEBU	X		
38	Deuxième Vice-Présidence	CNCA	X		
39	PARTENAIRES	UNICEF		X	<ul style="list-style-type: none"> • Programmes conjoints de l'ISTEEBU (UNICEF, PNUD) ; • Département de la Population ; • Ministère de l'Education ;
40		UNFPA	X		
41		PARIS21	X		
42		PNUD		X	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports financiers de l'ISTEEBU ; • Ministère de la Sécurité Publique ; • CNCA

N°	Institutions/Partenaire	Services concernés	Répondants	Non répondants	En cas de non réponse, source des données utilisées
43		BAD		X	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports financiers de l'ISTEEBU ; • Ministère du Commerce ;
44		Union Européenne		X	<ul style="list-style-type: none"> • DSIA
45		BANQUE MONDIALE		X	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports financiers de l'ISTEEBU ; • Document du Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Efficacité Gouvernementale; • Ministère du Commerce ; • Office Route ;
46		OMS		X	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports financiers de l'ISTEEBU ; • Département de la Population ;
47		FAO		X	DSIA
48		CTB		X	<ul style="list-style-type: none"> • PAIOSA ; • Ministère de la Sécurité Publique ; • DSIA
49		PAIOSA	X		
50		PAM		X	Rapports financiers de l'ISTEEBU ;
51		GIZ		X	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Energie et Mines ; • Rapports financiers de l'ISTEEBU ; • CNCA
52		FMI		X	Rapports financiers de l'ISTEEBU ;
53		CRS		X	Rapports financiers de l'ISTEEBU ;
54		JICA		X	
55		AFRISTAT		X	
56		STATISTIQUE CANADA		X	
57		PRCIEG	X		
Total répondants			29		
Total non répondants				29	

